

ORGANISATION INTERNATIONALE  
ET  
RELATIONS INTERNATIONALES

65

LES FRONTIÈRES  
DANS TOUS LEURS ÉTATS  
LES RELATIONS INTERNATIONALES  
AU DÉFI DE LA MONDIALISATION

SOUS LA DIRECTION DE

PIERRE DE SENARCLENS

=====  
EXTRAIT  
=====

BRUXELLES

ÉTABLISSEMENTS ÉMILE BRUYLANT

2 0 0 9

## UNE RÉVOLUTION MILITAIRE EN SOUS-SOL ? LE RETOUR DU MODÈLE TEMPLIERS

PAR

BERNARD WICHT

*Un cycle ne se bouclerait-il pas qui, par  
une apparente régression, nous ramènerait  
vers un nouveau Moyen Age ?*

Alain MINC

Pour permettre au lecteur de saisir correctement ce que nous entendons dans cet article par *révolution militaire en sous-sol*, rappelons brièvement la disparition de la milice des Pauvres Chevaliers du Christ et du Temple de Salomon – les Templiers (1119-1312). Si on laisse de côté la récupération de cet épisode de l'histoire par la légende, la littérature et plus récemment par le cinéma, la dissolution de l'ordre des Templiers lors du fameux procès du 22 mars 1312 apparaît, dans la perspective qui nous occupe ici, comme un exemple caractéristique de transition et de mutation des formes d'organisation politique : l'effacement d'organisations militaires et financières souveraines, mais sans territoire, au profit de l'affirmation naissante de l'Etat territorial. En effet, dans le contexte du Moyen Age, les Templiers sont une société militaire disposant d'une véritable souveraineté au même titre que les royaumes ou certaines cités-Etat ; c'est à la fois une puissance militaire et une puissance financière. Dans une période largement marquée encore par la décentralisation du pouvoir et la difficulté de disposer des moyens financiers et des contingents militaires nécessaires, les Templiers disposent précisément de ces deux atouts : le premier réseau bancaire existant en Occident (les commanderies) et une troupe de chevaliers disciplinés et mobilisables à tout moment. Par rapport à la relative absence de numéraire à cette époque et à l'indiscipline chronique des bans et arrière-bans féodaux, le double élément financier et militaire constitue le pilier de la souveraineté de l'ordre tout en

lui garantissant un pouvoir effectif dans le monde médiéval. Il n'est pas étonnant dès lors que le roi de France, Philippe IV le Bel, cherchant alors à consolider les bases de l'Etat territorial en devenir, se soit heurté à la puissance des Templiers et ait vu en eux une organisation concurrente sur son propre territoire. Or c'est là que se situe la vulnérabilité de l'ordre : contrairement aux Hospitaliers de St-Jean-de-Jerusalem qui ont pris territoire sur l'île de Chypre, puis de Rhodes et aux chevaliers Teutoniques qui ont fait de même dans ce qui deviendra plus tard la Prusse orientale, les Templiers restent sans ancrage territorial. Dès lors, ils seront incapables de se défendre face aux mesures coercitives que prend le roi de France pour démanteler l'ordre (arrestation, emprisonnement, torture, procès, exécution), mesures correspondant précisément à la prise de contrôle d'un territoire déterminé où l'on peut ensuite exercer la justice et la force à l'exception de tout autre. Autrement dit, face à l'appareil étatique naissant et malgré sa puissance financière et militaire, cette organisation souveraine mais «sans territoire» ne parvient pas à se maintenir.

Aujourd'hui – et c'est l'objet de cette étude – on peut se demander si on n'assiste pas à un processus similaire, en sens inverse cependant : *des organisations sans territoire, mais dotées d'une réelle puissance financière et militaire ne sont-elles pas en train de supplanter l'Etat-nation ou, tout au moins, de le concurrencer de manière décisive?* Nous pensons ici tout à la fois aux diverses formes de groupes armés (des guérillas aux réseaux terroristes sans tête, en passant par les mafias ou les diasporas militairement organisées) ainsi qu'aux sociétés militaires privées (SMP) et autres organisations paramilitaires qui représentent, à l'heure actuelle, les principaux entrepreneurs militaires des Etats modernes. Il serait en effet erroné et incomplet de ne prendre en considération que les adversaires potentiels de l'Etat et de ne pas tenir compte de ses *suppléments* : c'est d'une transformation de la structure des unités politiques dont il s'agit en l'occurrence, et non d'une analyse des nouvelles menaces que l'Etat doit affronter.

A l'appui de cette réflexion, signalons déjà que, dans ses efforts pour modéliser l'action au plan international dans le monde actuel, Thierry de Montbrial retient comme concept central plutôt que la notion d'unité territoriale, celle d'*unité active*. Et il définit cette dernière comme la conjonction d'une organisation et d'une culture :

«une unité active est un groupe humain dont les membres individuels... sont liés : 1) par un système stable de pratiques, de références et de croyances, autrement dit une Culture... ; 2) par une Organisation, effective sur l'ensemble du groupe, et tendue vers des buts à la fois à l'intérieur et à l'extérieur.» (1). On ne peut s'empêcher de constater qu'une telle définition colle parfaitement à la milice des Pauvres Chevaliers du Christ!

I. – LA GUERRE FAIT L'ÉTAT...  
OU TOUTE AUTRE ORGANISATION  
ADAPTÉE AU CONFLIT

Comment expliquer aujourd'hui cette inversion du processus et le retour de «puissances militaro-financières» sans territoire? La thèse néolibérale de la mort de l'Etat-nation en raison de l'érosion économique provoquée par la mondialisation demeure une démonstration insuffisante à cet égard. La cause de cette inversion et du retour de ces concurrents de l'Etat doit être recherchée hors du strict domaine économique : c'est du côté de la *transformation de la guerre* qu'il faut se tourner pour comprendre ce phénomène qui s'inscrit dans la durée plutôt que dans l'événementiel. On peut ainsi caractériser cette transformation par l'irruption de la *guerre irrégulière* dans le champ stratégique et son développement à très grande échelle depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. En ce sens, la notion de guerre irrégulière s'oppose à celle de guerre régulière (réglée) : elle n'est pas le fait d'unités conventionnelles, elle ne se déroule pas entre armées régulières, c'est une guerre sans règle et sans limite, celle des partisans, des insurgés, des pirates, des terroristes, des seigneurs de guerre et des autres formes d'organisations armées non étatiques (2). Dans la stratégie moderne, la guerre irrégulière est généralement qualifiée de *petite guerre* (*klein Krieg*, guérilla dans son sens original), c'est-à-dire celle qui se déroule aux marges de la *grande guerre* (guerre régulière, guerre conventionnelle, guerre réglée), celle dont l'importance stratégique demeure mineure et se limite au harcèlement, à l'embuscade, au coup de main, celle que l'on utilise «en attendant» ou «par défaut» mais dont on n'attend

(1) T. de MONTBRIAL, *L'action et le système du monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 3 et s.  
(2) H. COUTAU-BEGARIE, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 1999, pp. 317 et s.

pas la décision principale ou définitive. Pourtant, depuis les années 1940, ce type de guerre est devenu un mode de conflit de plus en plus utilisé, par les Etats d'abord, pour s'affirmer ensuite, de nos jours, comme la principale forme d'affrontement à travers le monde. L'historien militaire britannique John Keegan parle à ce propos de «remilitarisation des sociétés par le bas» par opposition à la «militarisation par le haut» qu'il lie à l'Etat moderne (3).

Cette évolution s'explique parce que la guerre conventionnelle est devenue progressivement impraticable, d'abord en raison de la faiblesse stratégique de certains Etats qui recourent à la guerre irrégulière pour tenter de rétablir un certain équilibre (Grande-Bretagne et URSS au début de la Deuxième Guerre mondiale), puis en raison de l'apparition de l'arme nucléaire rendant impossible tout affrontement conventionnel. On débouche ainsi sur une situation paradoxale où en quelque sorte «la petite guerre devient la grande guerre», où le mode mineur devient le mode majeur des conflits. Et pour revenir à la question de l'inversion du processus et du retour d'organisations sans territoire : cette inversion dépend donc avant tout de ce renversement dans le domaine de la stratégie.

Quel en est le résultat ? Pour y répondre, il faut se reporter à la formule de Charles Tilly, *la guerre fait l'Etat*. Dans son analyse de la formation de l'Etat en Europe, le sociologue américain exprime par cette formule le fait que c'est la logique des guerres modernes, à partir de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, qui conduit à la création de l'appareil étatique moderne. Celui-ci constitue alors la base de l'Etat-nation tel que nous le connaissons aujourd'hui : impôt, bureaucratie centralisée, contrôle d'un territoire et d'une population au besoin par la contrainte (monopole de la violence légitime). Tilly est catégorique : «la structure de l'Etat apparaît essentiellement comme un produit secondaire des efforts des gouvernants pour acquérir les moyens de la guerre» (4). Il y a donc antériorité de la guerre par rapport à l'Etat ; à cette échelle macro-historique le militaire déter-

(3) J. KEEGAN, *Histoire de la guerre : du néolithique à la guerre du Golfe*, trad., Paris, Dagorno, 1996, pp. 77 et s.

(4) C. TILLY, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*, trad., Paris, Aubier, 1992, p. 38. De manière plus générale, nous nous appuyons ici également sur les travaux de M. Van CREVELD, *La transformation de la guerre*, trad., Paris, éditions du Rocher, 1998 ; *The Rise and Decline of the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999 ; ainsi que ceux de W. Mo NEIL, *La recherche de la puissance : technique, force armée et société depuis l'an mil*, trad., Paris, Economica, 1992.

mine le politique. En effet, ces guerres modernes ont lieu entre de armées modernes, c'est-à-dire des unités disciplinées à très gros effectifs, composées de soldats professionnels équipés entièrement d'armes à feu. De plus, depuis cette période, ces guerres se déroulent à un rythme soutenu, de manière quasi ininterrompue, sur la presque totalité du continent. Pour soutenir cet effort de guerre, les Etats doivent donc se centraliser et se doter des institutions leur fournissant les ressources nécessaires à l'entretien des ces outils militaires très coûteux : ceci explique la généralisation de l'impôt (en lieu et place des anciennes redevances féodales) et la mise sur pied d'une bureaucratie et de fonctionnaires chargés de sa levée, l'armée devient alors permanente et sert non seulement aux guerres extérieures mais aussi à l'intérieur du territoire pour mater les populations récalcitrantes qui refuseraient de payer l'impôt. Les autres institutions financières de l'Etat (dette nationale, banque centrale) découlent aussi de cette nécessité de soutenir l'effort de guerre en disposant d'un financement aussi continu que possible et ne dépendant pas du seul rythme des rentrées fiscales (5). Le développement du commerce maritime et de la colonisation à travers les Grandes Découvertes répond à cette même exigence : disposer de nouvelles ressources pour compléter celles provenant du territoire et de la population (6). Il est intéressant de noter au passage que les autres formes d'organisations politiques (ordres religieux militaires, cités Etat, etc.) ainsi que les Etats ne réussissant pas cette centralisation disparaissent progressivement, comme le montre notamment l'exemple de la Pologne où la noblesse refuse toute concession au pouvoir royal (7).

A la lumière des travaux de Tilly on comprend mieux l'impact de la guerre sur la structuration des unités politiques. Toutefois, on vient de le voir, c'est un type de guerre bien précis – la grande guerre régulière et conventionnelle – qui provoque la formation de l'Etat moderne : *c'est la guerre moderne qui fait l'Etat moderne*. Il faut donc en déduire qu'un type de guerre différent, mais pratique-

(5) Cf. N. FERGUSON, *The Cash Nexus : Money and Power in the Modern World, 1700-2000*, Londres, Allen Lane, 2001.

(6) Cf. M. HOWARD, *La guerre dans l'histoire de l'Occident*, trad., Paris, Fayard, 1988, pp. 4<sup>e</sup> et s.

(7) Au sujet de la Pologne, cf. en particulier T. ERTMAN, *Birth of the Leviathan : Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press 1997, pp. 267 et s.

intensivement et à large échelle va engendrer la création d'autres formes d'organisation politique. Et Tilly confirme : «Les empires, les royaumes, les cités-Etats, les fédérations de cités, les réseaux de seigneurs terriens, les Eglises, les ordres religieux, les ligues de pirates, les bandes de guerriers et bien d'autres formes d'organisation de pouvoir prévalurent en Europe à différentes époques durant le dernier millénaire. La plupart de ces organisations méritent le titre d'Etat d'une manière ou d'une autre, parce qu'elles contrôlèrent les principaux moyens concentrés de contrainte dans le cadre de territoires délimités et exercèrent leur droit de priorité sur toute les autres organisations qui agissaient sur leur territoire.» (8).

En l'occurrence, la guerre irrégulière est essentiellement le fait de combattants d'occasion et de groupes marginaux. Or ceux-ci répondent à un ordre qui leur est propre et qui ne correspond pas à celui de l'Etat. Ce sont avant tout des «pouvoirs locaux d'allure privée» (9) où l'accumulation de surplus (biens matériels, argent, etc.) sert à recruter et entretenir une clientèle en armes. Ces combattants permettent de tenir et d'exploiter les populations locales. La technique est généralement celle du chantage : on commence par terroriser les personnes pour leur «proposer» ensuite la protection contre rémunération (système du racket mafieux). Clientèle en armes (capacité militaire) et accumulation du surplus (capacité financière) constituent donc les deux piliers du fonctionnement de telles organisations. Signalons que ce système est employé aussi bien par les seigneurs de guerres en Afrique que par les trafiquants de drogue dans les banlieues des villes européennes. En ce qui concerne les SMP en revanche, la démarche entrepreneuriale remplace le système mafieux ; néanmoins le principe de base visant à accumuler du surplus (à travers contrats et offres de prestations) afin de pouvoir engager des combattants (mercenaires) demeure inchangé. A titre d'exemple, en 1994 la firme *Executive Outcome* reçoit du gouvernement de la Sierra Leone en paiement de ses services, une partie des mines de diamant de la région.

(8) TILLY, *op. cit.*, p. 24.

(9) Nous empruntons cette expression au médiéviste D. BARTHELEMY, *L'ordre seigneurial, XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1990, p. 8.

## II. — RÉVOLUTION MILITAIRE ET ESSAI DE PÉRIODISATION

En quoi tout cela est-il nouveau ? Le système des corsaires est bien connu et a été utilisé à de nombreuses reprises dans l'histoire. Pourquoi cette pratique de la guerre irrégulière a-t-elle donc maintenant un impact sociopolitique ? On l'a dit, c'est à cause de la durée et de l'intensité de son utilisation à partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle. C'est la raison pour laquelle on peut avancer ici l'hypothèse d'une *révolution militaire*, c'est-à-dire une transformation telle du mode de combat, sur une période suffisamment longue qu'elle en affecte durablement la structuration des unités politiques. En l'espèce, la mise en œuvre exponentielle de la guerre irrégulière pendant plus d'un demi-siècle entraînerait le retour et l'affirmation de ces «puissances militaro-financières» sans territoire (le modèle Templiers) : d'où la formule adoptée d'une *révolution militaire en sous-sol*.

C'est là que réside tout l'intérêt du concept de révolution militaire. Encore relativement méconnu dans le monde francophone, ce concept est abondamment débattu dans le monde anglo-saxon depuis 1955, date de sa première formulation par Michael Roberts (10). Il souffre cependant quelque peu d'un usage abusif, en particulier à l'heure actuelle avec l'arrivée des armements de très haute technologie liés aux TIC (*Revolution in Military Affairs*) (11). Il importe par conséquent de rappeler qu'une rupture technologique ou la mise en œuvre d'une arme nouvelle (quelle que soit son efficacité sur le champ de bataille) ne suffisent pas pour permettre de parler de révolution militaire. Le concept implique l'intervention de cinq facteurs qu'il convient de présenter brièvement : 1) la transformation militaire considérée doit connaître une *durée* suffisante, de l'ordre d'une centaine d'années, 2) elle doit représenter une véritable *innovation tactique*, un changement décisif du mode de combat, 3) elle doit bénéficier d'un *volume* suffisant, notamment en raison des effectifs engagés, 4) elle doit comporter une *dimension stratégique*.

(10) Etant donné l'abondance de la littérature sur le sujet, nous nous contentons de citer l'ouvrage suivant qui fait un excellent tour d'horizon de la question : G. PARKER, *The military revolution : military innovation and the rise of the West, 1500-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 2<sup>e</sup> éd. révisée, 1996.

(11) Cf. notamment, P. BRAILLARD et G. MASPOLI, *La «Révolution dans les affaires militaires» : paradigmes stratégiques, limites et illusions*, pdf, AFRI 2002, www.afri-ct.org.

que dépassant le simple conflit local ou occasionnel, 5) elle doit avoir un *impact sociopolitique* sur la structure des sociétés impliquées.

Dans le cas présent, les quatre derniers facteurs ont déjà été abordés plus haut d'une manière ou d'une autre. Le premier – le facteur durée – mérite en revanche un examen plus approfondi. Pour l'analyser nous procédons à un essai de périodisation. Tout en restant conscient du caractère relativement arbitraire d'un tel exercice, notre objectif est de pouvoir mieux déterminer, à travers les périodes retenues, à la fois la continuité et l'évolution de la transformation militaire envisagée.

Nous identifions ainsi trois périodes : une *période militaire* allant de 1940 à 1945, une *période politique* de 1945 à 1975 et une *période économique* à partir des années 1980 et jusqu'à nos jours. Nous choisissons comme point de départ de la première période, le 19 juin 1940 avec le mot d'ordre lancé par Winston Churchill, « Mettez l'Europe à feu ! ». Avec ce mot d'ordre, la Grande-Bretagne se propose alors de soutenir tous les mouvements de résistance et autres maquis se constituant dans l'Europe occupée. Il s'agit en quelque sorte d'une mesure « de la dernière chance ». En effet, la Grande-Bretagne se trouve à ce moment-là dans une situation particulièrement difficile, voire désespérée : la France vient d'être vaincue et l'armée britannique a dû évacuer le continent en y abandonnant la plupart de son matériel lourd (Dunkerque). Non seulement la Grande-Bretagne est quasiment sans défense, mais elle porte seule tout le poids de la guerre contre l'Allemagne nazie : l'URSS est encore l'alliée d'Hitler et les Etats-Unis ne sont pas encore entrés en guerre. Par conséquent, en cherchant à soutenir par tous les moyens possibles les mouvements de résistance en Europe occupée, la Grande-Bretagne poursuit uniquement un but militaire : diminuer la pression de l'Allemagne en la forçant à distraire des troupes pour faire face à des actions sur ses arrières. Suite à l'invasion de l'URSS en 1941, l'Armée Rouge suit le même chemin en organisant tous les maquis se trouvant sur les arrières de l'armée allemande. C'est pourquoi on peut parler ici, à propos de ce recours à la guerre irrégulière, d'une phase proprement militaire. Néanmoins, c'est à ce moment-là que les grandes Puissances (Grande-Bretagne rejointe ensuite par les Etats-Unis, URSS) commencent à développer toute une technique en vue d'équiper, d'instruire et d'encadrer les différents maquis en Europe. L'opération la plus ambitieuse sera celle mise en œuvre en

Yougoslavie avec les partisans de Tito et de Mihailovitch. Deux composantes de cette technique sont à retenir en raison de leur impact ultérieur. Il s'agit premièrement de la production massive d'armes légères par le procédé de l'emboutissage ; ceci permet de fabriquer en très grand nombre des armes à la fois simples et robustes (mitraillettes, pistolets). A noter au passage que c'est par ce procédé qu'est produit massivement, après la guerre, la fameuse Kalachnikov AK-47 dont une centaine de millions d'exemplaires est actuellement en circulation dans le monde et constitue l'épine dorsale de l'armement des différents groupes armés (12). La seconde composante concerne la formation d'un soldat d'un genre nouveau : il s'agit du combattant des forces spéciales (les fameuses *Jedburghs*) dont la tâche est précisément d'être capable, non pas de se battre en rase campagne, mais bel et bien de recruter des maquisards, de les instruire, d'organiser leur logistique (généralement au moyen de parachutages) et de les conduire au combat. Là aussi, cette technique fera école durant la période de la Guerre froide.

Abordons maintenant la deuxième période. Nous avons retenu les dates de 1945 à 1975, à savoir du début de la Guerre d'Indochine à la chute de Saïgon. Ces deux dates marquent les limites de ce qu'on appelle les guerres de l'après-guerre. Nous qualifions cette période de phase politique puisqu'elle se situe dans le cadre des conflits de la décolonisation. C'est le développement systématique des méthodes de la guerre révolutionnaire et de la guerre non conventionnelle sous les auspices respectivement de l'URSS et de la Chine et, d'autre part, des Etats-Unis. L'objectif est alors d'utiliser la guerre irrégulière soit à des fins de libération nationale, soit en vue de renverser un gouvernement en place. La technique ne poursuit plus dès lors des fins purement militaires, mais vise essentiellement un but politique de prise du pouvoir et de contrôle de l'Etat. On peut dire que c'est pendant cette période – marquée notamment par la révolution chinoise, la Guerre d'Indochine, la Guerre d'Algérie, la Guerre du Vietnam ainsi que les différentes guérillas en Amérique latine et en Afrique – que la guerre irrégulière connaît sa véritable codification doctrinale (13) et prend les traits fondamentaux que nous lui connaissons aujourd'hui. Il s'agit en particulier de toutes

(12) Cf. notamment L. KAHANER, *AK-47 : The Weapon That Changed the Face of War*, Hoboken, Wiley, 2007.

(13) Cf. notamment les écrits de Mao Tsé Toung, Che Guevara ou Amilcar Cabral.

les mesures visant la prise en main des populations (*hearts and minds*) afin de les soustraire au pouvoir en place et de vider ainsi l'Etat de sa substance. L'exploitation du mécontentement de certaines couches sociales et l'intimidation des personnes deviennent la règle. Endoctrinement, action psychologique, autocritique collective, mais aussi exécution sommaire et massacre sont abondamment employés. La population devient le centre de gravité de ce type de guerre : c'est elle qui est l'enjeu véritable de la lutte. De plus, l'Est et l'Ouest développent des procédures et des procédés permettant aux groupes armés d'évoluer de manière relativement indépendante à l'intérieur d'un Etat tout en détruisant aussi systématiquement que possible les infrastructures en place. Chaque bloc dispose de forces spéciales chargées de cette tâche et s'inspirant directement du modèle développé pendant la Deuxième Guerre mondiale (*Jedburghs*). Hormis la généralisation des méthodes de la guerre révolutionnaire, cette période politique présente une autre caractéristique importante pour saisir l'évolution des groupes armés et de la guerre irrégulière à l'heure actuelle. Ce sont toutes les questions liées à l'entretien et au financement de ces groupes. Car cela nécessite d'énormes moyens financiers qui commencent à dépasser les capacités budgétaires des grandes Puissances elles-mêmes. C'est pourquoi cette « guerre sale » recourt à l'« argent sale ». Les services spéciaux de l'Est et de l'Ouest font ainsi largement usage du trafic de drogue et d'autres formes d'économie grise pour parvenir à financer le soutien et l'activité des groupes armés qu'ils contrôlent. C'est cette dimension qui permet d'introduire la troisième période et d'en comprendre la logique.

A partir des années 1980 environ, les différents groupes armés actifs à travers le monde, qu'ils soient nationalistes, révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, commencent à chercher à se financer de manière indépendante. Cette démarche n'est pas très étonnante. Les groupes armés souhaitent en effet pouvoir développer leurs activités politiques et militaires sans dépendre d'un parrain (de l'Est ou de l'Ouest), ni être victime d'un retournement d'alliance les privant subitement de tout soutien. Les groupes qui inaugurent avec succès cette démarche sont l'IRA et l'OLP. L'éclatement puis le développement des deux Intifadas ne peuvent d'ailleurs s'expliquer que grâce à la mise sur pied de cette capacité financière. Les autres groupes ne tarderont pas à suivre la voie ainsi tracée. Ceci explique

que la plupart des groupes armés existant de par le monde aujourd'hui ont réussi à assurer leur financement de manière non seulement autonome mais durable. Traduit dans le langage de la médecine, on peut dire que le virus a évolué, qu'il est devenu résisttant face aux antidotes administrés, qu'il peut dorénavant vivre et se reproduire sans difficulté dans le corps humain. Il importe ici de bien saisir la nature du financement mis en place par les différents groupes armés. Ceux-ci, en raison de leur statut clandestin, ne peuvent évidemment pas utiliser les canaux de l'économie formelle. Ils sont obligés de se tourner vers l'économie grise et informelle. C'est à ce stade que l'on assiste à la rencontre puis à la fusion des groupes armés avec le crime organisé. En effet, pour pouvoir disposer d'un financement régulier et sur la durée, les groupes armés se voient contraints de faire alliance avec les mafias afin de pouvoir accéder aux réseaux de l'économie grise. Le trafic de drogue devient ainsi une des sources principales de financement de ces différents groupes – la drogue étant à l'âge de la mondialisation la seule monnaie véritablement globale, acceptée partout. Avec cette phase économique les groupes armés opèrent une mutation : ils abandonnent quelque peu leurs objectifs politiques pour se concentrer sur leur financement et l'accumulation de surplus. En d'autres termes, ils se sédentarisent. Les expressions actuelles de narcoguérilla ou de narcoterrorisme témoignent de cette mutation, mais aussi de la croissance exponentielle de l'économie grise depuis la fin de la Guerre froide.

Sur ce dernier point, un facteur supplémentaire vient compléter l'explication : il s'agit de l'implosion du bloc soviétique et de la métamorphose des anciens services spéciaux de l'Est. Nombreux et dotés de bonnes infrastructures, ceux-ci se tournent vers le crime organisé dès qu'ils détectent les premiers symptômes de cet effondrement irrémédiable. La clandestinité représentant le milieu naturel de ces services, la métamorphose est relativement aisée d'autant qu'une de leurs tâches principale sous l'ère soviétique consistait dans le pillage technologique de l'Ouest. Ils disposent donc déjà de tous les éléments nécessaires : réseaux, filières, sociétés écran, contacts et liens avec certaines communautés vivant sur place. Par ailleurs, la mondialisation va encore leur faciliter la tâche et leur permettre un développement exponentiel. D'abord, la libéralisation et la globalisation des flux financiers accroissent de manière décisive les opportunités de blanchiment et d'injection d'argent sale ainsi

que les trafics gris. Ensuite, la fin du bloc soviétique conjuguée aux effets de la mondialisation provoque la dislocation des économies nationales des pays de cette région. Enfin, les différents embargos prononcés vis-à-vis de cette partie de l'Europe, au moment de la crise yougoslave, achèvent la déstabilisation économique : le crime organisé, les trafics de tous ordres et l'économie grise plus généralement deviennent alors la seule forme d'économie fonctionnant réellement dans cette immense zone s'étendant des côtes de l'Adriatique à l'Afghanistan en passant par l'Asie centrale et le Caucase. Les spécialistes n'hésitent d'ailleurs pas à parler à ce sujet d'une nouvelle «Route de la soie du crime organisé» (14).

Cette troisième phase permet ainsi aux groupes armés de solidifier la capacité qui leur faisait encore défaut : le financement. Si le procédé industriel de l'emboutissage a permis de diffuser des armes légères à «1 personne sur 12» dans le monde (15), la fusion des groupes armés et du crime organisé provoque l'explosion de l'économie grise dans des proportions équivalentes. Citons quelques chiffres pour s'en faire une meilleure idée : selon les estimations l'économie criminalisée constitue actuellement environ 20 % du produit brut global (16); au niveau mondial les réseaux économiques et financiers des groupes armés représentent deux fois le PIB du Royaume-Uni (17); en Europe l'économie grise et informelle forme entre 15 % et 18 % du PNB de chacun des grands Etats européens (18). A la lumière de ces chiffres, on constate combien le qualificatif de «puissance militaro-financière» n'est pas abusif.

En conséquence, de 1940 à nos jours, la guerre irrégulière connaît une véritable systématisation dont on peut résumer les principales étapes avec, d'abord, l'élaboration d'une technique et d'infrastructures (production massive d'armes légères) pour équiper des maquis

(14) M. GLENNY, *Mc Mafia: a journey through the global criminal underworld*, Toronto, Anansi, 2008.

(15) Nous citons ici la phrase introductive du film consacré aux marchands d'armes, *Lord Of War* (2006).

(16) Cité in GLENNY, *op. cit.*

(17) Cité in L. NAPOLEONI, *Terror Inc: Tracing the Money Behind Global Terrorism*, Londres, Penguin Books, 2004. Cf. également N. KOCHAN, *The Washing Machine: How Money Laundering and Terrorist Financing Soils Us*, Mason, Thomson, 2005; M. NAIM, *Illicit: How Smugglers, Traffickers and Copycats are Hijacking the Global Economy*, Londres, William Heinemann, 2005; R.T. NAYLOR, *Wages of Crime: Black Markets, Illegal Finance, and the Underworld Economy*, New York, Cornell University Press, éd. révisée, 2004.

(18) J.-P. GOUREVITCH, *L'économie informelle: de la faillite de l'Etat à l'explosion des trafics*, Paris, Le Pré aux Clercs, 2002.

et armer des partisans. Dans l'après-guerre, la technique se globalise et se diffuse à l'ensemble du globe. D'un simple mode de combat en marge des grandes opérations militaires, elle se transforme en une véritable doctrine de libération politique. Le paradigme bouge alors en profondeur : le centre de gravité des conflits passe du militaire au civil. Il ne s'agit plus d'anéantir l'armée adverse mais de prendre le contrôle de la population par n'importe quel moyen. Ce changement de paradigme bouleverse complètement la stratégie et, jusqu'à aujourd'hui, aucune rupture technologique (du nucléaire aux TIC) (19) n'est parvenue à renverser la tendance; la guerre se déroule désormais majoritairement à l'intérieur des Etats et des sociétés. Finalement, vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les groupes armés accèdent progressivement à l'autonomie en créant leurs propres réseaux de financement. La guerre irrégulière entre alors dans le champ de l'économie : c'est l'essor de l'économie grise aussi appelée «économie de la terreur». Le spécialiste américain du terrorisme, John Robb relève d'ailleurs que la motivation centrale des mouvements terroristes à l'heure actuelle n'est pas tant d'ordre idéologique ou religieux, mais vise à prendre le contrôle des ressources économiques des Etats-nations visés (20). De son côté, le politologue Mark Duffield avance que le système des seigneurs de guerre qui se développe un peu partout en Afrique depuis une décennie, n'est pas simplement lié aux conflits sévissant dans cette région du monde : selon lui, il s'agit de structures durables branchées sur l'économie grise et informelle constituant la réponse de ces sociétés à la mondialisation, et représentant une alternative non bureaucratique à l'Etat-nation. Il utilise pour les décrire l'expression de *complexes politiques émergents* (21).

(19) Cf. en particulier, sur cette tentative de contourner la guerre irrégulière par la technologie, M.T. KLARE, «La contre-insurrection, doctrine américaine», *Le Monde diplomatique: Manière de voir*, n° 87, juin-juillet 2006, pp. 80 et s.

(20) Google Documents, [http://docs.google.com/Doc?id=dcxngf8j\\_314fzj04xf5&invite=fdkpvxt](http://docs.google.com/Doc?id=dcxngf8j_314fzj04xf5&invite=fdkpvxt), 23 septembre 2008.

(21) M. DUFFIELD, *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, Londres, Zed Books, 3<sup>e</sup> éd., 2005; *Guerre postmoderne: l'aiuto umanitario come tecnica politica di controllo*, trad., Bologne, il Ponte, 2004.

## III. — UN NOUVEAU SYSTÈME D'ARME ?

Avant de se demander s'il y a ou non révolution militaire, si le processus a atteint sa «masse critique», il importe d'abord de compléter notre hypothèse de travail sur la base des éléments présentés plus haut. A la lumière de cet essai de périodisation, il ressort en effet qu'un nouveau système d'arme se dessine peu à peu à l'opposé de la structure des armées régulières. Par *système d'arme*, on entend ici un instrument de combat pensé «jusqu'au bout», dans ses différentes composantes technologiques, humaines et stratégiques. Il s'impose de la sorte dans un certain type de conflit, à un moment historique donné. A titre d'exemple, le binôme caravelle + canon domine les Grandes Découvertes comme le binôme guérilleros + Kalachnikov domine la guerre irrégulière contemporaine. Autrement dit, un système d'arme «bien pensé» bénéficie d'une certaine *autonomie*; il n'est pas tributaire d'autres facteurs pour son fonctionnement. Il dispose de la *liberté d'action*.

Le système d'arme en question ici s'appuie principalement sur trois composantes : *seigneur de guerre* (un chef de bande disposant d'une clientèle armée) — lien avec le *crime organisé* (pour l'accès à l'économie grise) — *dimension transnationale* (à travers les diasporas ou les réseaux informels et virtuels). Ce sont là *grosso modo* les éléments constitutifs de ces nouvelles *puissances militaro-financières* se trouvant au cœur de notre réflexion. Ajoutons que ce système d'arme s'appuie sur un réservoir quasi inépuisable de combattants : les jeunes déshérités du bidonville global (22) pour qui la guerre irrégulière est devenue un véritable mode de vie, un facteur d'identité (armes, tatouages, crimes de sang) et une forme de socialisation au sein d'une contre-société (bande, gang). Aux Etats-Unis, un des puissants gangs actifs dans l'ensemble du pays est le MS-13 composé, à l'origine, de jeunes formés à la guérilla pendant la guerre civile du Salvador au début des années 1980. Le polémologue Gaston Bouthoul rappelle d'ailleurs que les sociétés produisant un «surplus» de population jeune sont par nature des sociétés belliqueuses, la guerre faisant office de mécanisme régulateur des naissances (23).

(22) M. DAVIS, *Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global*, trad., Paris, La Découverte, 2007.

(23) P. CHAPLEAU, *Enfants-soldats : victimes ou criminels de guerre*, Paris, éditions du Rocher, 2007, pp. 66 et s. Cf. également à ce sujet et dans le même sens, l'analyse sur les jeunes combattants-testostérone de H. MÜNKLER, *Die neuen Kriege*, Hambourg, Rowohlt, 2004, pp. 33 et s.

Dans le contexte stratégique contemporain, l'avantage décisif d'un tel système d'arme est de pouvoir agir «en dessous de la couverture radar», c'est-à-dire faire la guerre pratiquement sans entraves. Car un tel système d'arme n'est soumis à aucune règle, n'a pas besoin de tenir compte de la communauté internationale, des embargos, des condamnations et autres mises sous tutelle. En raison de son indépendance financière, de son accès aux canaux de l'économie grise, il n'a pas à justifier ses actions vis-à-vis d'un quelconque bailleur de fonds (grande Puissance soucieuse des ses intérêts internationaux, grande entreprise soucieuse de son image, parlement national soucieux d'un usage «démocratique et proportionné» de la force). Il peut donc faire la guerre *sans limite* : c'est le retour de celle-ci dans sa forme première, non plus affrontement réglé entre Etats mais prédation pure.

Ouvrons une parenthèse. Dans sa théorie du partisan, Carl Schmitt relève cet aspect spécifique et il est important de l'entendre pour saisir tout l'enjeu de cette réapparition de la guerre sans limite : «en mettant des bornes à la guerre, l'humanité européenne avait réussi une chose rare : elle avait renoncé à criminaliser son adversaire dans une guerre, elle avait relativisé l'hostilité et nié l'hostilité absolue... Or, c'est cela précisément que le partisan semble remettre en question.» Le juriste allemand explicite encore : «le partisan moderne n'attend de son ennemi ni justice, ni grâce. Il s'est détourné de l'hostilité conventionnelle de la guerre domptée et limitée pour se transporter sur le plan d'une hostilité différente qui est l'hostilité réelle, dont l'escalade, de terrorisme en contre-terrorisme, va jusqu'à l'extermination.» (24).

Revenons à ce nouveau système d'arme et aux effets qu'il déclenche. Il convient de se rapporter à ce sujet à la formule, *la guerre fait l'Etat* et de la compléter comme on l'a vu précédemment : *la guerre fait l'Etat ou toute autre organisation adaptée au conflit*. Dans cette optique, il faut considérer l'Etat avant tout comme une machine de guerre ; c'est sa raison d'être fondamentale. S'il n'est plus en mesure de remplir cette fonction de base, il sera alors progressivement remplacé par d'autres structures mieux à même que lui d'assumer ladite fonction. Et de nos jours, on peut avancer que généralement «l'Etat a tort» : son action coercitive et son exercice de la violence sont de

(24) C. SCHMITT, *Théorie du partisan*, trad., Paris, Flammarion, 1992, p. 213.

moins en moins perçus comme légitimes (au sens wébérien) et de plus en plus soumis à un contrôle extérieur ainsi qu'à des règles étroites et strictes. Sa fonction de base est ainsi profondément remise en cause. Dès lors, la question de sa succession, ou tout au moins de sa mise en concurrence sérieuse, est ouverte. Dans ce sens, la réponse du Ministre français des affaires étrangères, suite à l'embuscade ayant coûté la vie à une dizaine de soldats de son pays, est exemplaire de cet état de fait : « Est-ce une guerre... ? Non, pas pour nous. C'est une mission de paix [...], même si elle donne lieu à des affrontements [...] qui sont la même chose que la guerre. [...]. Il n'est pas possible de parler de guerre, même si c'est malheureusement la même chose. [...]. Ce n'est pas une guerre de contre-insurrection..., c'est une bataille qui ressemble à une guerre. C'est un affrontement permanent ».

Inversement, il est intéressant de remarquer que les Etats confrontés concrètement et pendant longtemps à la guerre irrégulière et à ce nouveau système d'arme ont recours à un système équivalent pour le combattre : les mouvements paramilitaires et les SMP. Le but est évident : faire le poids, rétablir l'équilibre, c'est-à-dire *faire la guerre* (au sens précité) à armes égales ou équivalentes à celles de l'adversaire. L'Afrique du Sud crée *Executive Outcome* dans le sillage de la guerre irrégulière qu'elle mène en Angola. De même, face à l'un des groupes armés le plus ancien et le plus résilient du monde – les FARC, la Colombie adopte une stratégie paramilitaire garantissant la survie de l'Etat jusqu'à nos jours. On l'a dit auparavant, les entités ne parvenant pas à s'adapter au nouveau type de guerre sont condamnées à disparaître.

C'est pourquoi il est nécessaire de bien comprendre les implications de l'émergence historique d'un nouveau système d'arme : non la simple substitution d'un armement par un autre, mais la *définition d'une nouvelle structure pour faire la guerre*. Car, au même titre que la guerre est antérieure à l'Etat, l'outil militaire prime sur la structure politique : c'est cette dernière qui doit s'adapter d'après les besoins définis pour faire la guerre. On peut s'en faire une meilleure idée en se reportant au renouveau de la cavalerie lourde à la charnière de l'Antiquité et du Moyen Age. Les différentes invasions barbares entre le V<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> siècle imposent cette évolution de l'art de la guerre : Huns, Avars, et autres Vandales sont avant tout de remarquables cavaliers dont la mobilité et la rapidité sur-

classent systématiquement celle de leurs adversaires. Les empires perses et byzantins trouvent la parade dans le cavalier cuirassé, connu sous le nom de cataphracte. Mais ceci entraîne des coûts exorbitants pour l'époque (élevage de chevaux, formation et entretien des cavaliers) et les deux empires doivent se centraliser pour faire face à de telles dépenses. En Europe occidentale à la même époque, la situation est la même : les cavaliers barbares déferlent sur les populations locales et la réponse militaire ne peut donc être qu'identique à celle apportée par les deux empires susmentionnés. Cependant, les services étatiques sont inexistantes en Occident à ce moment-là ; la situation institutionnelle est plutôt celle de l'anarchie et du chaos. Toute centralisation est impensable, pourtant il faut trouver le moyen de se doter de cette arme. Partant, en lieu et place de l'organisation impériale perse et byzantine, on a recours à la décentralisation : les cavaliers (chevaliers) reçoivent chacun une terre en échange du service militaire, à charge pour eux de pourvoir à leur propre entretien et au recrutement de quelques compagnons d'arme. A partir de là, cette « féodalisation précoce » va marquer tout le Moyen Age, non seulement militairement mais également économiquement et politiquement. La chevalerie va imprimer à l'Europe son mode d'organisation, son fonctionnement économique et son code de valeurs. *Mutatis mutandis*, il n'est pas exagéré d'imaginer qu'à l'instar du cavalier cuirassé, le nouveau système d'arme décrit plus haut puisse aussi s'imposer à nos sociétés entraînant les adaptations nécessaires en vue de garantir son entretien, accélérant de la sorte la mise en place de nouvelles unités économiques mieux à même d'assurer le financement indispensable. Autrement dit, la structure sociopolitique se formate en fonction de l'outil militaire, le facteur décisif résidant dans l'arme (au sens large) utilisée pour faire la guerre.

#### IV. – LE PRODUIT DE LA LONGUE GUERRE ?

Retournons maintenant au concept de révolution militaire. Car si un tel phénomène peut être repéré, alors la conséquence est évidente pour la forme des entités politiques. C'est l'intérêt central de ce concept : non seulement étudier l'impact sociopolitique de la guerre mais déterminer si, en la matière, un processus irrémédiable s'est enclenché conduisant à la transition historique de la structu-

ration des unités politiques (à l'exemple du passage de l'empire romain au Moyen Âge et du Moyen Âge aux Temps Modernes). En ce sens, le concept de révolution militaire s'apprécie dans l'ordre de ce que Braudel nomme la civilisation matérielle (cycles, structures, infrastructures, superstructures, mécanique des échanges). Ceci explique que sa durée se mesure non pas en décennie (le temps des hommes) mais en centaine d'années; le temps des institutions est toujours plus lent!

Vis-à-vis des cinq facteurs conditionnant un phénomène de révolution militaire, il semble que ceux ayant trait à l'innovation tactique, au volume et à la dimension stratégique soient aisément remplis. S'agissant de la durée, la périodisation adoptée permet d'identifier un temps d'environ 68 ans. Quant à l'impact sociopolitique, c'est précisément l'objet de notre recherche. La masse critique est-elle atteinte? L'inversion du processus mentionnée en ouverture de cette étude est-elle enclenchée de manière irrémédiable? Il n'est naturellement pas possible de donner une réponse définitive à cette question en l'état. On peut en revanche faire appel à des éléments d'interprétation qui, sans donner une réponse irrévocable à notre question, indiquent néanmoins certaines tendances lourdes se dessinant pour l'avenir et fournissent, de ce fait, un certain éclairage à notre hypothèse de travail.

On l'a dit à plusieurs reprises, un processus de révolution militaire s'inscrit dans le temps historique. Par conséquent, c'est avec les instruments de la longue durée qu'il faut l'apprécier. Comment analyser le XX<sup>e</sup> siècle dans une telle perspective : s'agit-il du temps des totalitarismes (fascisme, nazisme, stalinisme) succédant à celui des nationalismes du XIX<sup>e</sup> siècle? Cette approche du siècle passé est parfaitement pertinente sous l'angle de l'histoire chronologique et événementielle. Toutefois, elle ne dit rien de la mondialisation actuelle, ni d'une éventuelle transformation des unités politiques. L'approche du temps long est différente : elle s'efforce de détecter, au-delà de la chronologie et des événements, les courants de fond à l'œuvre ainsi que les ressorts premiers des institutions et des sociétés. En ce sens, le XX<sup>e</sup> siècle peut être interprété comme une seule et même *Longue Guerre* débutant en 1914 et s'achevant en 1991 avec l'effondrement du monde soviétique (de Sarajevo à Sarajevo,

selon la formule consacrée) (25). Le temps long historique assimile ainsi, la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre froide comme un conflit unique et continu. C'est cette Longue Guerre qui constitue le mécanisme de la longue durée : celui qui génère les transformations durables, qui accouche d'un nouvel ordre international. On le constate déjà, cette interprétation du XX<sup>e</sup> siècle s'inscrit pleinement dans la logique de notre réflexion.

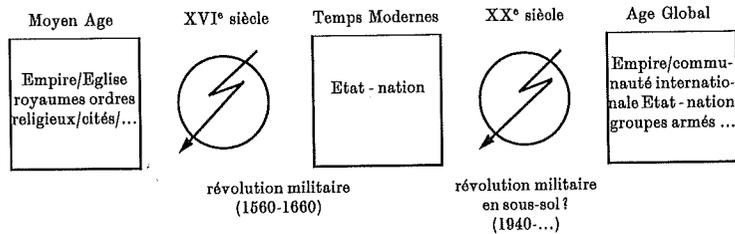
Quel est donc le produit de la Longue Guerre? Cette dernière représente l'affrontement titanesque de différents protagonistes en vue de l'emporter. L'échelle correspondante n'est plus celle des Etats, mais celle de la civilisation : les efforts consentis pour vaincre l'adversaire ne se calculent plus en termes économiques, industriels et militaires, mais en termes structurels. L'Ouest est ainsi amené à rechercher l'avantage décisif en valorisant ses composantes les plus fondamentales : le *capital* et la *technologie*. La combinaison de ces deux atouts permet finalement de l'emporter. Mais ce résultat de niveau structurel ne se réalise pas sans affecter profondément l'ordonnancement sociopolitique occidental : le coup de 1979 (26) peut être lu comme l'expression de cette volonté de «liquider» la société industrielle pour disposer d'une masse financière jamais connue jusqu'alors (le capitalisme financier succédant au capitalisme fordiste). Et cette liquidation passe évidemment, d'un côté, par la délégitimation de l'Etat-nation («trop grand pour les petites choses, trop petit pour les grandes choses») qui constituaient jusqu'à ce moment-là le cadre naturel de l'économie et, de l'autre, par la promotion de l'initiative privée comme seule vertu d'avenir. Notons aussi que les trois épisodes-matrice de la Longue Guerre – Verdun, Auschwitz, Hiroshima – avaient déjà conduit au préalable à la *délégitimation politique* de l'Etat. Celui-ci est regardé comme un fauteur de guerre et un pouvoir oppresseur (voir plus haut, «l'Etat a tort»). De plus les gigantesques saignées de 14-18 et 39-45 mettent à mal le sentiment national des populations. La postmodernité succède ainsi à la modernité : pacifisme, écologie, anarcho-capitalisme, angé-

(25) En particulier, P. BOBBITT, *The Shield of Achilles : War, Peace and the Course of History*, Londres, Allen Lane, 2002.

(26) Du point de vue événementiel et chronologique, le «coup de 1979» (augmentation spectaculaire des taux d'intérêt par les autorités monétaires américaines) représente une réponse à la crise du système fordiste enclenchée par le choc pétrolier de 1973. Cette réponse voulait néanmoins bel et bien faire sortir l'économie de la stagnation et retrouver la croissance, le mot d'ordre étant de créer de la richesse financière à court terme.

lisme humanitaire se substituent, à la faveur de la révolution de 1968, aux valeurs nationales admises jusque-là.

Il n'est pas étonnant dès lors qu'au sortir de la Longue Guerre, le capital et la technologie règnent en maître et que les Etats-nations soient en déclin : la route est dégagée pour de nouvelles formes d'organisation politique. Ajoutons un facteur supplémentaire d'appréciation : la prochaine phase A de Kondratiev devrait donner à ces nouvelles entités politiques un coup d'accélérateur au même titre que la précédente phase A (1945-1973) avait bénéficié aux groupes armés engagés dans les luttes de libération nationale et de décolonisation (27).



Cette brève présentation de l'éclairage donné par la longue durée historique n'apporte évidemment pas de vérification définitive à notre hypothèse d'une révolution militaire en sous-sol. Elle ouvre néanmoins un horizon plus vaste en montrant qu'une telle révolution interviendrait après une période de troubles et de ruptures – le court XX<sup>e</sup> siècle – et enclencherait à travers la transformation de la guerre une dynamique nouvelle, un nouveau processus de formation des unités politiques. A cet égard, il est frappant de constater que la formulation initiale de la thèse de la révolution militaire situe le processus également à la fin d'une période troublée : les guerres religieuses du XVI<sup>e</sup> siècle se clôturant par la Guerre de Trente Ans. Cette dernière période joue en quelque sorte le rôle de «sas de décompression» assurant la transition entre le Moyen Age et les Temps Modernes (28). Il n'est donc pas déraisonnable de penser que l'on se trouve aujourd'hui dans un scénario similaire mais se dérou-

(27) En particulier, I WALLERSTEIN, «C'était quoi le tiers-monde?», *Le Monde diplomatique : Manière de voir*, n° 87, juin-juillet 2006, pp. 6 et s.

(28) Nous empruntons cette périodisation, tout en l'adaptant, à J. PICOQ, *Histoire et droit des Etats : la souveraineté dans le temps et l'espace européens*, Paris, Presses de science-po, 2005, p. 32.

lant en sens contraire : le court XX<sup>e</sup> siècle ouvrant la transition vers l'Age Global considéré comme un nouveau Moyen Age.

Esquissons pour terminer quelques scénarios propres à illustrer notre propos. Quelle projection peut-on tirer de l'analyse qui précède? Disparition de l'Etat-nation au profit d'un système de «féodalités en concurrence»? Cette éventualité apparaît toutefois trop radicale; la succession des formes d'organisation politique est rarement aussi abrupte. On peut imaginer en revanche un scénario où l'Etat continuerait d'exister comme cadre institutionnelle mais vidé de sa substance qui, elle, se déclinerait sur le mode féodal : une situation «à la colombienne» dans laquelle la *superstructure* demeure celle de l'Etat démocratique, et où l'*infrastructure* appartient aux seigneurs de guerre (guérillas, paramilitaires). Certains considéreront sans doute qu'il s'agit là d'une exagération, d'une transposition inadéquate du cas colombien. Pour anticiper cette objection, citons l'analyse de Mike Davis sur la géographie de la sécurité à Los Angeles (29). Il distingue trois zones différentes dépendant du niveau de vie des habitants. Se fondant sur les canons de l'école de Chicago, le sociologue propose une hiérarchie spatiale engendrée par la lutte pour la survie du citoyen : de la ceinture extérieure vers l'intérieur, il y a d'abord les banlieues chics et les lotissements à accès restreint avec leurs gardes privés ou encore les grands immeubles commerciaux capables de se barricader à la moindre alerte (grilles, blocage des portes, vitres blindées (30)), puis dans les zones résidentielles des classes moyennes on trouve le système des *neighbour watch communities* en coordination avec la police, enfin au centre ville chacun se débrouille comme il peut pour assurer sa propre sécurité notamment par l'achat d'une arme (pancarte sur la porte ou la fenêtre : *have a gun will shoot*). Le désastre sécuritaire provoqué en Louisiane par l'ouragan Katrina semble indiquer que l'analyse de Mike Davis ne se limite pas au seul exemple de Los Angeles. Suite à la destruction de ses infrastructures, la région s'est en effet transformée en une vaste zone de chaos où prolifèrent désormais les gangs et le trafic de drogue, tandis que l'auto-rité de l'Etat n'y est plus représentée que par les agents de la SMP

(29) M. DAVIS, *Au-delà de Blade Runner : Los Angeles et l'imagination du désastre*, trad., Paris, Allia, 2006.

(30) On trouve une bonne illustration du fonctionnement de ces forteresses postmodernes dans le film, *Die Hard (Piège de cristal, 1988)*, dont le scénario se déroule précisément à Los Angeles.

Blackwater. A cet égard, il est intéressant de relever les trois fonctions qu'un *contractor* attribue à une SMP d'un point de vue général : 1) faire face au chaos lorsque les structures en place et les institutions ne fonctionnent plus, 2) suppléer l'Etat en cas de défaillance de celui-ci, 3) agir là où l'Etat ne peut pas intervenir directement (par manque de légitimité ou en raison de la situation internationale) (31). Elargissons un peu notre horizon, tout en conservant comme angle d'observation la situation d'un Etat fortement affaibli (vidé de sa substance) vivant une reféodalisation interne. Deux exemples méritent d'être évoqués à ce sujet : celui de la CIA au Laos entre 1964 et 1975, ainsi que celui du Hezbollah en été 2006. Dans l'un, l'Agence américaine de renseignement parvient, pendant plus de dix ans et en plein conflit vietnamien, à prévenir l'effondrement du gouvernement laotien (pourtant corrompu et totalement inefficace) en organisant une importante armée privée (les montagnards Hmongs du général Vang Pao) dont elle assure la logistique. Dans l'autre, on peut également interpréter la guerre israélo-libanaise de l'été 2006 comme l'interaction entre l'Etat et un groupe armé : alors que le Hezbollah garantit la défense de la frontière et du territoire national en lieu et place de l'armée régulière, l'Etat libanais bien qu'affaibli fournit au mouvement une certaine *Rückendeckung* internationale et diplomatique – une sorte de « coquille protectrice » (32). En définitive, seul le degré de défaillance de l'Etat diffère ; à chaque fois la nature du phénomène semble identique ; à chaque fois le recours à des organisations non étatiques (armée privée, SMP, mouvement paramilitaire) représente le facteur déterminant du maintien d'un ordre étatique minimal.

En conclusion, il importe de ne pas oublier que le phénomène de mondialisation est un Janus à double face dont le néolibéralisme ne représente que l'une des deux seulement. Sur l'autre versant, sur le côté obscur, il y a fort à parier que les Templiers soient de retour.

(31) J. GEDDES, *Autoroute vers l'enfer*, trad., Paris, Movie Planet, 2006.

(32) Cf. notre analyse, « Le Hezbollah au combat », *Catholica*, n° 93, automne 2006, pp. 34 et s.